



Bruxelles, le 16.12.2021
C(2021) 9705 final

DÉCISION D'EXÉCUTION DE LA COMMISSION

du 16.12.2021

**relative au financement du plan d'action annuel 2021 en faveur de la république du
Bénin**

DÉCISION D'EXÉCUTION DE LA COMMISSION

du 16.12.2021

relative au financement du plan d'action annuel 2021 en faveur de la république du Bénin

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE, Euratom) 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil du 18 juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, modifiant les règlements (UE) n° 1296/2013, (UE) n° 1301/2013, (UE) n° 1303/2013, (UE) n° 1304/2013, (UE) n° 1309/2013, (UE) n° 1316/2013, (UE) n° 223/2014, (UE) n° 283/2014 et la décision n° 541/2014/UE, et abrogeant le règlement (UE, Euratom) n° 966/2012¹, et notamment son article 110,

vu le règlement (UE) 2021/947 du Parlement européen et du Conseil du 9 juin 2021 établissant l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale — Europe dans le monde, modifiant et abrogeant la décision n° 466/2014/UE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant le règlement (UE) 2017/1601 du Parlement européen et du Conseil et le règlement (CE, Euratom) n° 480/2009 du Conseil² et notamment son article 23, paragraphe 2,

considérant ce qui suit:

- (1) Afin d'assurer la mise en œuvre du plan d'action 2021 en faveur de la République du Bénin, il est nécessaire d'adopter une décision annuelle de financement, qui constitue le programme de travail annuel, pour 2021. L'article 110 du règlement (UE, Euratom) 2018/1046 (ci-après, « le règlement financier ») établit des règles détaillées en matière de décisions de financement.
- (2) L'aide envisagée doit respecter strictement les conditions et procédures prévues par les mesures restrictives adoptées en vertu de l'article 215 du TFUE³.
- (3) Les actions contribuent à la prise en compte du climat et de la biodiversité, conformément au pacte vert pour l'Europe et à l'accord interinstitutionnel.
- (4) La Commission a adopté le Programme indicatif pluriannuel (PIP) 2021-2027⁴ pour la république du Bénin, qui établit les priorités suivantes : i) Capital naturel et humain ; ii) Croissance économique verte et numérique ; iii) Société prospère et sûre.
- (5) Les objectifs poursuivis par le plan d'action annuel à financer au titre de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale —

¹ JO L 193 du 30.7.2018, p. 1.

² JO L 209 du 14.6.2021, p. 1.

³ www.sanctionsmap.eu. Il est à noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de répertorier les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes législatifs publiés au *Journal officiel* (JO). En cas de divergence, le JO fait foi.

⁴ Décision d'exécution de la Commission relative à l'adoption du programme indicatif pluriannuel pour la République du Bénin pour la période 2021-2027, C(2021)9494 final du 16.12.2021.

Europe dans le monde, programme géographique « Afrique subsaharienne », consistent à promouvoir les énergies renouvelables, à participer à la création d'emplois en soutenant le secteur privé et l'entrepreneuriat, et à contribuer à la préservation de la biodiversité et à la lutte contre le changement climatique.

- (6) L'action intitulée « Promouvoir l'énergie durable au Bénin à travers des solutions solaires et de cuisson propre, énergétiquement efficaces et écologiquement responsables » contribuera à la réalisation de l'accès universel à l'énergie en lançant et en développant des marchés énergétiques hors-réseau inclusifs. Elle contribuera également à la sauvegarde des ressources forestières naturelles du pays en fournissant des moyens de cuisson propre.
- (7) L'action intitulée « Projet d'appui à l'entrepreneuriat au Bénin » participera à la croissance économique durable du Bénin en soutenant la création et le développement de micro, petites et moyennes entreprises (MPME) inclusives et durables, créatrices d'emplois verts, décentes et générateurs de valeur ajoutée locale.
- (8) L'action intitulée « Appui à la gestion de la réserve de biosphère du delta du Mono et au développement de l'aire marine protégée de la bouche du Roy » contribuera à la protection de la biodiversité et à la lutte contre le changement climatique en renforçant la gestion de ces zones naturelles dans une approche globale de développement territorial durable et résilient au changement climatique.
- (9) Une subvention permettra d'atteindre certains des résultats de l'action intitulée « Appui à la gestion de la réserve de biosphère du delta du Mono et au développement de l'aire marine protégée de la bouche du Roy ». La subvention peut être octroyée sans appel à propositions à l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature et de ses ressources (UICN). Il convient d'autoriser l'octroi de subventions sans appel à propositions et de prévoir les conditions d'octroi de ces subventions.
- (10) Conformément à l'article 26, paragraphe 1, du règlement (UE) 2021/947, il convient de recourir à la gestion indirecte pour la mise en œuvre de l'action.
- (11) La Commission doit assurer un niveau de protection des intérêts financiers de l'Union conformément aux dispositions de l'article 154, paragraphe 3, du règlement financier pour ce qui est des entités et des personnes chargées d'exécuter des fonds de l'Union en gestion indirecte.
À cette fin, ces entités et personnes sont soumises à une évaluation de leurs systèmes et procédures, conformément à l'article 154, paragraphe 4, du règlement financier⁵ et, si nécessaire, à des mesures de surveillance appropriées conformément à l'article 154, paragraphe 5, du même règlement avant qu'une convention de contribution puisse être signée.
- (12) Il est nécessaire de permettre le paiement d'intérêts de retard sur la base de l'article 116, paragraphe 5, du règlement financier.
- (13) Pour permettre une certaine flexibilité dans la mise en œuvre du plan d'action annuel, il y a lieu d'autoriser des modifications qui ne devraient pas être considérées comme substantielles aux fins de l'article 110, paragraphe 5, du règlement financier.
- (14) Le plan d'action prévu par la présente décision est conforme à l'avis du comité de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération

⁵ Sauf dans les cas prévus à l'article 154, paragraphe 6, du règlement financier, où la Commission peut décider de ne pas exiger une évaluation ex ante.

internationale – Europe dans le monde institué par l'article 45 du règlement (UE) 2021/947.

DÉCIDE:

Article premier
Le plan d'action

La décision annuelle de financement, qui constitue le plan d'action annuel pour la mise en œuvre du plan d'action annuel en faveur de la République du Bénin pour l'année 2021, présentée dans les annexes est adoptée.

Le plan d'action comporte les actions suivantes:

- (a) « Promouvoir l'énergie durable au Bénin à travers des solutions solaires et de cuisson propre, énergétiquement efficaces et écologiquement responsables », présentée dans l'annexe 1;
- (b) « Projet d'appui à l'entrepreneuriat au Bénin », présentée dans l'annexe 2;
- (c) « Appui à la gestion de la réserve de biosphère du delta du Mono et au développement de l'aire marine protégée de la bouche du Roy », présentée dans l'annexe 3.

Article 2
Contribution de l'Union

Le montant maximal de la contribution de l'Union destinée à la mise en œuvre du plan d'action pour 2021 est fixé à 24 500 000 EUR, à financer par les crédits inscrits sur la ligne budgétaire 14.020120 – Afrique de l'Ouest 24 500 000 EUR du budget général de l'Union.

Les crédits indiqués au premier alinéa peuvent également servir au paiement d'intérêts de retard.

Article 3
Modes d'exécution et entités ou personnes chargées de l'exécution

L'exécution des actions menées en gestion indirecte, telles que présentées dans les annexes, peut être confiée aux entités ou aux personnes mentionnées, ou sélectionnées conformément aux critères fixés au point 4.4.1 de l'annexe 1 et au point 4.4.2 des annexes 2 et 3.

Article 4
Clause de flexibilité

Les augmentations ou les diminutions de 10 000 000 EUR maximum et n'excédant pas 20 % de la contribution fixée à l'article 2, premier alinéa, ou les modifications cumulées⁶ des crédits alloués à des actions spécifiques n'excédant pas 20 % de cette contribution, de même que les prolongations de la période de mise en œuvre ne sont pas considérées comme substantielles aux fins de l'article 110, paragraphe 5, du règlement financier, pour autant qu'elles n'aient d'incidence significative ni sur la nature ni sur les objectifs des actions.

⁶ Ces modifications peuvent venir de recettes affectées devenues disponibles après l'adoption de la décision de financement.

L'ordonnateur compétent peut effectuer les modifications visées au premier alinéa. Ces modifications sont appliquées dans le respect des principes de bonne gestion financière et de proportionnalité.

Article 5
Subventions

Des subventions peuvent être octroyées sans appel à propositions conformément aux conditions précisées dans l'annexe 3. Des subventions peuvent être octroyées aux organismes sélectionnés conformément au point 4.4.1 de l'annexe 3.

Fait à Bruxelles, le 16.12.2021

Par la Commission
Jutta URPIAINEN
Membre de la Commission